

Le budget—M. Clark

[Français]

Monsieur le président, à mon avis, ce budget est nul sur le plan de la politique économique, mais son impact sur la population du Canada est loin de l'être. C'est un budget qui punit, un budget sans pitié, un budget insensible pour les Canadiens moyens, un budget qui augmente le coût de leur énergie, un budget qui augmente leurs taxes, enfin un budget qui augmente leurs chances de se trouver sans emploi et qui n'offre pas, même aux Canadiens les plus pauvres, un seul cent pour compenser les effets de ce fardeau plus lourd.

A cause de ce budget, pour chauffer sa maison, il en coûtera \$500 de plus par année au Canadien, et pour conduire sa voiture, \$400 de plus par année, et ce, d'ici 1983. Nous croyons tous que le prix de l'énergie doit augmenter, et que la plupart des Canadiens devraient payer plus cher pour l'utiliser. Mais qu'arrivera-t-il des centaines de milliers de Canadiens qui ne possèdent pas \$900 de plus pour chauffer leur maison et utiliser leur automobile? Nous leur avons offert une aide importante grâce au crédit d'impôt sur l'énergie. Ce budget ne leur offre rien du tout.

A cause de ce budget, si l'on se fonde sur les chiffres fournis par le ministre lui-même, 1,023,000 Canadiens seront sans travail l'an prochain. Nous avons offert des stimulants pour créer des emplois dans l'industrie de la construction domiciliaire et de la construction navale ainsi que pour favoriser l'expansion régionale. Par contre, ce budget prévoit la somme ridicule de 45 millions de dollars par année pour accroître la formation de la main-d'œuvre ainsi qu'une augmentation de 8.6 p. 100 des prestations versées aux Canadiens sans emploi qui sont aux prises avec un taux d'inflation qui atteint les deux chiffres.

[Traduction]

Pour les Canadiens qui auront encore des emplois au cours des prochaines années, l'exposé budgétaire prévoit une augmentation de 1 milliard de dollars des cotisations au régime d'assurance-chômage, c'est-à-dire une hausse de 33 p. 100 d'une cotisation qui est la même pour les travailleurs pauvres que pour les travailleurs riches. Aux Canadiens qui veulent devenir propriétaires de leur propre maison ou qui veulent travailler dans l'industrie du logement, l'exposé budgétaire n'offre rien. Quand nous avons proposé des crédits d'impôt hypothécaires, les libéraux ont déclaré que ce n'était pas suffisant et qu'il fallait aussi aider les locataires. L'exposé budgétaire n'aide personne ni à acheter ni à louer un logement. La politique de logement contenue dans l'exposé budgétaire consiste à permettre aux riches d'éviter de payer des impôts en rétablissant les MURB. Nous avons essayé d'aider les Canadiens moyens à devenir propriétaires; l'exposé budgétaire à l'étude aide les Canadiens riches à éviter de payer leurs impôts.

Ce n'est pas tout ce que l'exposé budgétaire fait pour punir les Canadiens moyens. En refusant de s'efforcer sérieusement de modérer les dépenses gouvernementales et en ajoutant 12.7 milliards de dollars en quatre ans aux besoins de caisse prévus dans le budget de décembre dernier, le ministre garantit que les taux d'intérêt resteront élevés et que les Canadiens continueront à payer des intérêts exorbitants sur leur hypothèque et leurs emprunts personnels.

Enfin, malgré les millions de dollars que rapporteront les nouveaux impôts fédéraux, le ministre a l'intention d'affecter

moins d'argent aux services sociaux essentiels du Canada. Permettez-moi de reprendre les paroles du ministre. Il affirme qu'il veut «réaliser des économies importantes à ce chapitre» et il y parviendra soit en imposant une réduction des services soit en forçant les provinces les plus pauvres à assumer une plus grande partie des frais de ces services. Voilà un autre des subterfuges contenus dans l'exposé budgétaire. Le gouvernement nous promet de réduire les services sociaux, mais il ne dit pas de combien, il ne dit pas où, il ne dit pas quels services. Cependant, les habitants du Canada, qui ont appris à compter sur les services sociaux offerts par le gouvernement, savent que le gouvernement libéral a l'intention de réduire l'importance des services sociaux et l'accès à ces services partout au Canada. Le gouvernement n'a pourtant pas le courage de préciser ce qu'il veut faire.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le ministre devait relever deux défis dans son exposé budgétaire. Le premier était de nature économique. Les Canadiens ont désespérément besoin d'une orientation économique énergique et soutenue pour s'arracher à l'incertitude qui a régné pendant toutes les années où, à cause de diverses circonstances, il n'y a pas eu de déclaration acceptée de la politique économique du gouvernement. Il nous faut un énoncé d'orientation économique pour que les Canadiens aient de nouveau confiance qu'eux-mêmes et leurs enfants pourront se trouver du travail et qu'on aura enfin raison du cercle vicieux de l'inflation. C'était le défi économique que le ministre avait à relever et il n'a absolument rien trouvé. En fait, il n'a même pas essayé de trouver une solution.

La deuxième difficulté était d'ordre politique. Ce budget est présenté au moment même où la décision du premier ministre (M. Trudeau) qui veut faire avaler à tout prix son projet constitutionnel aux Canadiens, suscite de graves tensions du pays, surtout dans l'ouest du Canada. Le ministre avait l'occasion de présenter un budget qui aurait favorisé l'unité, un budget qui aurait servi à rassembler les Canadiens dans une cause économique commune, qui lui aurait permis de démontrer plus particulièrement aux Canadiens de l'Ouest qu'il y avait au moins quelqu'un dans son gouvernement qui soit en mesure de comprendre leurs frustrations et leurs véritables aspirations.

C'était là le défi politique que le ministre avait à relever et, là encore, il a échoué. Au lieu de panser les blessures, il a préféré les aviver en adoptant des mesures énergétiques que les Canadiens de l'Ouest ne peuvent voir autrement qu'une attaque délibérée qui vise particulièrement leur région.

Monsieur l'Orateur, la véritable tragédie, la condamnation ultime de ce budget, ne vient pas seulement de ce que le ministre s'est montré incapable de relever ces défis économiques et politiques. La véritable tragédie est qu'un homme qui a été élu ici, probablement pour des raisons de principe, un homme élu selon la tradition du père Coady, n'a même pas voulu essayer. Il avait toute une majorité pour l'appuyer, et une majorité prête à appuyer tout ce qu'il veut. Il était mandaté par le pays et il était appuyé par une majorité pour agir au nom du Canada, mais tout ce qu'il nous a donné c'est un autre accaparement de revenus par le gouvernement fédéral pour que les ministres d'en face puissent satisfaire au cours des années 80 leur appétit pour la dépense qu'ils ont acquis au cours des années 70.